



Les relations Russie-OTAN de l'après guerre froide à travers l'élargissement de l'OTAN et la guerre du Kosovo

**Mémoire de géopolitique
Du lieutenant-colonel Soumaïla GARBA
Dans le cadre de l'étude dirigée
« La Russie et son environnement géopolitique »**

***Directeur : Isabelle FACON,
Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche
Stratégique***

Mars 2002

Sommaire

Partie 1 :

Les relations Russie-OTAN à travers l'élargissement de l'OTAN

Rappels des raisons ayant conduit à l'ouverture de l'OTAN vers l'est.

Les raisons de l'opposition russe.

Partie 2 :

Les relations Russie-Otan à travers la guerre du Kosovo

Les réactions russes aux frappes de l'OTAN.

La voix diplomatique.

La Russie isolée.

Les incidences de la crise du Kosovo sur la politique de sécurité russe.

Les conséquences de la crise du Kosovo sur la diplomatie russe.

Partie 3 :

Retour au pragmatisme en Russie.

La lutte contre le terrorisme.

Nécessité d'une politique de défense européenne

Fiche de présentation

1. Les relations Russie-OTAN de l'après guerre froide à travers l'élargissement de l'OTAN et la guerre de Kos

2. Lcl Soumaïla GARBA (Rep du NIGER)

3. Mars 2001

4. Division B

5. Mémoire de géopolitique

6. Le système des alliances (OTAN-OTV) qui sous-tendait le monde bipolaire a disparu en 1991 avec la fin du Pacte de Varsovie. La coopération fait place à la compétition qui s'était instaurée entre les deux blocs au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Jusqu'en 1993, des efforts de rapprochement vont caractériser ces relations. Mais très tôt, au gré de certains événements elles vont vite devenir conflictuelles.

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est puis l'intervention de l'Alliance au Kosovo vont en effet jeter une ombre sur ces relations.

La Russie a perdu confiance dans les occidentaux avec l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe centrale et orientale. Les réactions qui se développent à partir de 1994, se construisent en référence à la guerre froide. Le chef du parti communiste pense qu'il existe « véritable complot géopolitique mondial contre l'ex-URSS et que la principale menace pour la sécurité de la Russie émanerait de la progression de la machine militaire de l'Alliance Atlantique vers les frontières occidentales de notre pays ». D'une manière générale le consensus qui règne contre l'OTAN en Russie est total.

La deuxième grande humiliation pour la Russie a été la crise du Kosovo. La Russie a mal vécu « l'atteinte à la souveraineté d'un Etat sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OTAN ne pouvant à leurs yeux se draper dans les habits du gendarme du monde ».

Mais malgré tout la victoire électorale de V. Poutine lors des législatives de décembre 1999 puis aux présidentielles de mars 2000 et les événements de septembre 2001 ont contribué à resserrer les relations entre la Russie et l'OTAN.

Introduction

Les relations entre la Russie et l'OTAN étaient un dossier difficile sous la Guerre Froide puisqu'elles reposaient depuis leur création respective sur un principe d'antagonisme. L'OTAN a été créé en 1949 pour contrebalancer l'Union soviétique et par la suite dès 1955, l'Organisation du Pacte de Varsovie a vu le jour.

Les changements politiques survenus en Union soviétique à la fin des années 80 et au début des années 90 vont profondément modifier ces relations. « Nous avons fermé un chapitre de l'histoire...la guerre froide est terminée », a déclaré M. Bush à la presse peu avant la signature du document final du sommet de la CSCE le 21 novembre 1990. En juillet 1988, M. Chevardnadze avait déjà déclaré que « la rivalité entre deux systèmes(socialiste et capitaliste) ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque.

Décembre 1991 marque une profonde rupture dans l'histoire de la Russie. Les accords de Biélovege mettent fin à l'existence de l'URSS. La coopération fait place à la compétition qui s'était instaurée entre les deux blocs au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Jusqu'en 1993, des efforts de rapprochement vont caractériser ces relations. Mais très tôt, au gré de certains événements elles vont vite devenir conflictuelles.

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est puis l'intervention de l'Alliance au Kosovo ont été ressentis par les Russes comme un signe, parmi d'autres, de leur humiliation nationale et comme la perte de l'influence de leur pays sur l'ancien bloc de l'Est. Aussi, les sentiments anti-occidentaux des Russes se sont renforcés. Ils perçoivent l'OTAN comme un instrument de l'hégémonie américaine et son élargissement semblait demeurer un obstacle à une coopération élargie car il allait à l'encontre des intérêts nationaux russes.

Mais ces relations ne sont-elles pas en train d'évoluer avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en Russie le 26 mars 2000 et surtout après les événements du 11 septembre 2001?

1. Les relations Russie-OTAN à travers l'élargissement de l'OTAN

Après la guerre froide, l'OTAN s'est trouvée dans une situation géopolitique tout à fait différente. Le système des alliances (OTAN-OTV) qui sous-tendait le monde bipolaire a disparu en 1991 avec la fin du pacte de Varsovie et l'éclatement de l'URSS. La question des nouveaux rapports avec les pays de l'Est, de l'institutionnalisation de ces nouveaux liens et de leur participation à la sécurité européenne s'est posée. L'OTAN se devait donc de trouver une autre finalité. Dans sa quête de cette autre finalité, l'Alliance a donc décidé entre autres de s'élargir vers les autres pays d'Europe. Mais en dépit de son engagement à constater le droit de tout pays à choisir ses alliances, la Russie voit dans l'élargissement le risque de recréer un partage de l'Europe qui n'était plus de mise depuis la fin de la guerre froide. Elle est hostile à toute nouvelle avancée qui engloberait les anciennes républiques de l'ex-URSS et surtout les États baltes. L'OTAN est vue par la Russie comme le cadre et l'outil de l'hégémonie américaine et son élargissement une menace pour l'équilibre des forces en Europe et un complot contre sa sécurité.

La décision de principe d'élargir l'OTAN renforce donc l'inclinaison de Moscou à s'estimer en position défensive face à une Alliance « conquérante ».

1.1 Rappel des raisons ayant conduit à l'ouverture de l'OTAN vers l'Est.

À l'origine du concept d'extension de l'OTAN se retrouve le souci d'assurer la pérennité de l'Alliance après la guerre froide et ce qu'on a appelé « le système des alliances » qui sous-tendait l'ordre mondial bipolaire qui s'était instauré après la deuxième guerre mondiale. Après la disparition du Pacte de Varsovie, l'OTAN se devait de trouver une autre raison que celle qui avait été la sienne au moment de l'affrontement Est/Ouest.

Pour se perpétuer, l'Alliance devrait donc chercher à s'établir comme élément essentiel de la future architecture de la sécurité européenne et remplir le vide laissé par la disparition du Pacte de Varsovie. Si l'OSCE pouvait prétendre de par sa dimension pan-européenne à devenir le cadre de la sécurité européenne, celle-ci se trouva malgré

son institutionnalisation (charte de Paris) assez vite paralysée. Très vite il apparut donc que seule l'OTAN restait en lice et de nombreux états Européens, craignant que ne s'instaurent en Europe des zones de faible sécurité, considérèrent que l'Alliance se révélait être un élément indispensable de la sécurité européenne.

Parmi les facteurs qui ont contribué à l'élargissement de l'OTAN, il faut citer la volonté de nombreux pays européens d'amarrer les Etats-Unis en Europe après la fin de la guerre froide. On craignait alors des poussées isolationnistes aux Etats-Unis ou un redéploiement des intérêts américains vers la zone Pacifique et le renforcement de l'OTAN matérialisé par son élargissement pourrait permettre de garantir la continuité de la présence américaine. L'Allemagne a très vite exprimé sa volonté de sortir du rôle qui avait été le sien 40 ans durant, de plus être la frontière orientale de l'Alliance et de ne pas faire figure d'état tampon entre l'Ouest et l'Est, entre la structure de l'OTAN d'une part et une zone de sécurité amoindrie où risquaient de surgir de graves déstabilisations sur fond de lutte pour le pouvoir ou de rivalités ethniques, d'autre part. C'est donc l'Allemagne qui, plus que tous les autres Etats européens, a fait pression en faveur d'un élargissement, à une époque où les Etats-Unis étaient encore plutôt réticents.

Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), eux-mêmes, de leur côté, ont très vite demandé à adhérer à l'OTAN, soulignant entre autres que rien ne s'oppose à leur participation. Dès 1991, le président tchèque Vaclav Havel avait réclamé l'élargissement de l'OTAN aux PECO. Pour ces pays, une adhésion rapide à l'Alliance pouvait compenser les incertitudes russes et leur donner un sentiment de sécurité.

Très vite en Occident comme dans les pays est-européens naissent des lobbies dont le slogan était « l'élargissement ou la mort ». Ces « lobbies » relayés par le Département d'Etat et aussi par des personnalités comme Zbigniew Brzezinski contribuèrent à faire percevoir la survie de l'alliance et le destin des nouvelles démocraties de l'Est comme étroitement liés à l'élargissement de l'OTAN.

Cela dit, la question de l'élargissement de l'Alliance posait immédiatement le problème des relations avec la Russie.

1.2 Les raisons de l'opposition russe

a) -L'OTAN considérée comme cadre de l'hégémonie américaine.

Les Etats-Unis constituent l'acteur majeur et le plus puissant de l'OTAN. Pour la Russie, l'Alliance est un laboratoire et un instrument par le biais duquel les Américains tentent de mettre en œuvre leur rôle d'unique « superpuissance » mondiale. En utilisant ses possibilités, ils cherchent à maintenir et à étendre leur influence sur le continent européen. Cela est inacceptable pour les russes.

Le concept de l'OTAN (l'article 5 stipule qu'une attaque contre un pays membre est considérée comme une attaque contre tous ;l'OTAN continue également à façonner ce que le Secrétaire Général a appelé une nouvelle « norme internationale contre la répression violente des minorités) n'est pas la seule source d'inquiétude de la Russie dans l'expansion de l'Alliance. Elle se fonde aussi sur la déclaration d'hommes politiques occidentaux et sur des travaux de recherche stratégique et politique.

Paul Wolfowitz, Secrétaire de la défense adjoint et conseiller de défense sous l'administration de Bill Clinton, a indiqué dans un rapport au gouvernement américain qu'il était nécessaire d'éviter la création d'une grande formation souveraine sur le territoire de l'ex-Union soviétique, capable de mener une politique indépendante de celle des Etats-Unis. Afin de s'en assurer, il a proposé la création d'un « cordon sanitaire » qui passe par les pays Baltes ¹.

On note une constante dans les travaux de Zbigniew Brzezinski, conseiller en sécurité nationale du président Bush : la destruction de la Russie en tant que grand état. Pour lui les Etats-Unis sont au dessus de tout et « la dissolution de l'Union soviétique qui avait mis fin au monde bipolaire a annoncé l'aube de l'ère de l'hégémonie américaine ² »

Le président Bill Clinton lui-même disait à propos de l'élargissement en répondant aux sénateurs :« *La sécurité de l'Europe constitue un intérêt vital pour les Etats-Unis, comme nous l'ont appris deux guerres mondiales et une guerre froide. Voilà cinquante ans que nous comptons sur le bouclier de l'OTAN pour protéger cet intérêt. Maintenant que la guerre froide est finie, l'OTAN reste la pierre angulaire de la sécurité transatlantique. Agrandie et renforcée par l'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe, l'OTAN sera encore mieux placée pour garantir la sécurité de ce continent et faire de l'Amérique un pays plus sûr.*

¹ DUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou, Arctogaia, 1997

² DUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou, Arctogaia, 1997

Il lui sera plus facile de contrecarrer les menaces futures ; d'élargir notre capacité de défense collective de façon à relever les défis de l'avenir, classiques et nouveaux, en matière de sécurité et de consolider les acquis historiques de la démocratie en Europe. C'est un élément essentiel de notre stratégie visant à construire une Europe unie, démocratique et pacifique pour la première fois dans l'histoire. C'est précisément parce que l'OTAN existe que les Etats membres et ceux qui pourraient y adhérer à l'avenir n'ont aucune attaque imminente à craindre. Renforcée par l'adhésion de nouveaux membres, la force de dissuasion la plus efficace du monde réussira encore mieux à tuer dans l'œuf d'éventuels conflits. » Il ajoutait : « l'élargissement de l'OTAN contribuera à consolider les acquis historiques de la démocratie en Europe et à effacer la ligne artificielle de démarcation esquissée par Staline. Depuis cinquante ans, l'OTAN s'emploie à prévenir la réapparition des rivalités locales, à cimenter le socle de la démocratie et à créer un environnement stable, propice à la prospérité. A chaque fois de nouveaux membres sont venus grossir les rangs de l'OTAN- en 1952, au moment de l'adhésion de la Grèce et de la Turquie, en 1955 avec celle de l'Allemagne et en 1982 avec celle de l'Espagne-, la démocratie et la stabilité ont été renforcées au sein des nouveaux venus. Aujourd'hui, l'élargissement peut faire pour l'Europe de l'Est ce qu'elle a fait pour l'Europe de l'Ouest. La perspective de l'admission à l'OTAN a contribué à consolider la démocratie en Europe centrale, à renforcer la mise en place de l'économie de marché et à encourager les Etats désireux de se joindre à nous à régler leurs différends avec leurs voisins ³. »

Pavel Chinkarenko écrivait en décembre 1994 dans Rossiiskie Vesti : « La politique occidentale, en ce qui concerne les perspective de l'OTAN, est claire comme l'eau de roche. A Washington, comme dans d'autres capitales, on voudrait bien profiter de la situation qui s'est crée après la guerre froide pour étendre la sphère d'influence atlantique en Europe et empêcher la Russie de participer aux décisions relatives aux questions les plus fondamentales pour le continent. Les hommes politiques ont pensé qu'ils suffirait d'inclure les anciens alliés de Moscou dans le bloc militaire occidentale, au sein duquel ils seraient protégés contre leur voisin oriental par le parapluie

³ Revue électronique de l'USIA, Vol 2, Num. 4 , octobre1997

*nucléaire de l'OTAN*⁴. »

Les Russes pensent que, l'OTAN, sous la houlette des Américains, constituera dans l'avenir un obstacle et un frein majeur à l'accomplissement sur le continent européen de la mission historique de la Russie. Manki Ponomarev écrivait (*krasnaïa Zvezda*, 15/09/94) : « si l'on essaye de comprendre qui l'OTAN sert actuellement et pourquoi, il apparaît clair que l'objectif qu'avait ce bloc à sa création n'existe plus⁵. »

Un autre avertissement contre l'élargissement de l'OTAN a été lancé par Sergei Karaganov dans un article intitulé : 'La menace d'une autre défaite', (*Nezavissimaïa Gazeta*, 3 février 1995). Il écrivait : « Le projet de l'extension de l'OTAN pourrait engendrer un nouveau Yalta et une division de l'Europe, même si elle était moins grave qu'auparavant. Si elle accepte le jeu qu'on veut lui imposer, la Russie perdra. C'est pourquoi nous devons faire notre possible pour empêcher l'approbation de la décision relative à l'élargissement de l'OTAN. Nous devons veiller à ce qu'elle soit retardée, refuser sa formalisation de jure -en ne l'acceptant pas- ou de facto en favorisant la confrontation et en essayant de créer notre propre alliance. Nous devons chercher une troisième voie. Elle existe, quelque part, mais demande une diplomatie toute nouvelle et bien différente de celle que Moscou a pratiquée ces dernières années⁶. »

En fait les américains régleront l'élargissement de l'OTAN à leur gré et selon le rythme qu'ils auront choisi comme quand ils ont décidé que seules seraient admis d'abord la Pologne, la république Tchèque et la Hongrie.

b)-menace pour « l'équilibre des forces en Europe »

Aux yeux des Russes l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe orientale et pays Baltes rompra inévitablement l'équilibre des forces en Europe, et compromettra les bases mêmes de la sécurité européenne. Même sans prendre en compte les forces de nouveaux membres, l'OTAN pèse cinq fois plus que la Russie en terme de population, plus de dix fois plus en dépenses militaires, trois fois plus en effectifs et quantité d'armes. Actuellement, d'après les données existantes, le rapport de potentiels de combat des forces conventionnelles de la Russie et de l'OTAN est évaluée comme un

⁴ Revue de l'OTAN, mars 1995

⁵ Revue de l'OTAN, mars 1995

⁶ Revue de l'OTAN, mars 1995

sur quatre si on compte les effectifs, l'aviation, les blindés, l'artillerie et les bâtiments de combat.

C'est ce qui entre autres, inquiète les russes. La position de la Russie vis-à-vis de l'élargissement est donc bien connue. Lorsque la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, les trois nouveaux membres ont rejoint l'Alliance en mars 1999, le général Leonid Ivachov, chef de la Direction coopération internationale du ministère russe de la défense, a fait valoir que *« cet élargissement renforcerait les capacités militaires (chars, avions et forces navales) de l'OTAN de plus de 15%, ce qui aurait pour effet de perturber l'équilibre des forces en Europe, de créer un centre dominant de pouvoir et d'engendrer une menace susceptible de conséquences cataclysmiques »*. L'élargissement a-t-il ajouté *« restreindra l'espace géopolitique et militaro-stratégique de la Russie et pourrait la forcer à agir en conséquence. Nous avons de bonnes raisons de penser que cette force militaire (l'OTAN) pourrait être utilisée contre la Russie et les pays n'appréciant pas cet élargissement ⁷ »*.

Le général Valérie Manilov, premier adjoint du chef de l'Etat-major général, déclarait, pour sa part, que l'arrivée de nouveaux membres, *« du fait qu'elle entraîne une remise en question de l'équilibre sur le continent européen, fait surgir le risque d'une remilitarisation du système des relations internationales dans son ensemble, et d'une annulation du système effectif de traités sur le désarmement et la réduction des armements ⁸ »*.

Ces mêmes arguments utilisés à l'encontre de la première vague de l'élargissement sont aujourd'hui évoqués pour empêcher sa poursuite. Les porte-parole russes, lors des discussions ne cessent d'affirmer que *« tout nouvel élargissement susciterait les plus vives protestations et serait pour eux inacceptable ⁹ »*. L'ancien ministre de la défense, le maréchal Igor Sergeïev tenait lui ces propos : *« ...l'infrastructure de l'OTAN s'étendra quasiment jusqu'aux confins de la Russie ; et si les pays Baltes et les Etats de*

7 Les relations OTAN-Russie et les étapes suivantes de l'élargissement de l'OTAN, Assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 1999

8 “ ”

9 “ ”

la CEI devenaient membres de l'Alliance, cela pourrait conduire à la dénonciation du Traité sur les forces conventionnelles en Europe...nous ne voyons pas en l'Alliance atlantique le moteur unique qui serait déterminant pour l'élaboration d'un système européen de sécurité . »

Il semble donc l'élargissement ne doit pas se faire sans tenir compte des intérêts de la Russie. Cette dernière souhaite une structure de sécurité européenne qui la mette sur un pied d'égalité avec l'Alliance atlantique et qui lui donne un droit de regard sur l'avenir de l'Europe centrale.

Mais en fait, c'est l'admission éventuelle des pays de l'ex-Union soviétique qui l'inquiète.

c)-La théorie du complot.

L'Encyclopédie militaire soviétique définissait l'Organisation du traité de l'Atlantique nord comme « le bloc militaro-politique agressif des Etats impérialistes, dirigé contre les Etats socialistes, les mouvements de libération nationale ainsi que les mouvements démocratiques révolutionnaires au sein des pays capitalistes ». Aujourd'hui la notion « d'agressivité » est toujours au cœur de la dénonciation russe de l'OTAN. Selon une étude du Centre moscovite pour les technologies politiques, 56% des Russes voient encore l'OTAN comme « un bloc agressif ¹⁰ ».

Rappelant les heures de gloire de la période soviétique et la seconde guerre mondiale, M. Ziouganov, le leader du Parti communiste soviétique estime que « *l'élargissement de l'OTAN se fait aujourd'hui selon les plans hitlériens du 'Drang nach Osten'. Alors, tout avait commencé avec l'anschluss de l'Autriche, l'invasion de la Tchéquie et de la Pologne. L'OTAN s'étant de la même façon vers l'est, absorbant là encore la Pologne, la Tchéquie et les autres pays de l'Europe centrale, bien que personne ne menace l'Alliance Atlantique à l'est* ». Le même Ziouganov affirmait : « *Nos pères et nos oncles n'ont pas libéré l'Europe du fascisme pour que le bloc militaire de l'OTAN s'étende aujourd'hui vers l'est et menace la sécurité nationale de la Russie ¹¹* ».

Au-delà des partisans du Parti communiste, certains hommes politiques russes restent

¹⁰ Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001

¹¹ Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001

marqués par la disparition du Pacte de Varsovie.

Comme le note un colonel russe en 1997, « *L'Ouest, ce sont les pays de l'OTAN. L'Est, ce sont les pays de l'ancien Pacte de Varsovie (et notamment la Russie)* ¹² »

« *L'OTAN ne véhicule pas seulement le poids et les perceptions de la guerre froide en Russie. Il existe une nouvelle conviction selon laquelle l'OTAN n'est pas une institution de sécurité mais un instrument de guerre, de meurtre et d'agression* » notait O. Antonenko. L'extension de l'OTAN vers l'est est vue comme « *une intrigue des forces anti-russes à l'ouest* ¹³ ».

L'effondrement de l'Union soviétique a conduit au démantèlement de l'espace d'influence russe. L'émancipation des ex-républiques de la tutelle moscovite a été perçue comme une amputation géographique et historique. La Russie est inquiète de la volonté d'entrer dans l'OTAN manifestés par les pays Baltes, voire par la Géorgie. En juin 2001, le ministre de la défense russe s'inquiétait de l'organisation d'un exercice de l'OTAN dans la mer Noire, incluant notamment les forces armées géorgiennes mais pas les troupes russes. Les officiers russes s'inquiètent du vide créé en Géorgie par le départ récent des troupes de la fédération de Russie. Ils craignent que les troupes de l'OTAN ne s'installent en Géorgie.

En fait la Russie sent le « *glacis protecteur* » s'effriter et elle ne peut l'accepter. Les responsables de la défense estiment que l'OTAN cherche à concurrencer l'influence de la Russie dans la CEI. En novembre 1999, le général Ivachov déclare : « la position géopolitique de la Russie à l'ouest a déjà été frontalement remise en cause par l'élargissement. Des manœuvres d'encercllement ont lieu en direction du Caucase : on tente d'éloigner la Géorgie et l'Azerbaïdjan de l'orbite de la Russie ¹⁴ ».

Mais pour ne pas compromettre l'ensemble des relations entre Moscou et Washington et surtout pour que la position de Eltsine ne soit pas ébranlée à Moscou, il faut que des compensations même symbolique lui soient accordées. Ainsi l'Acte fondateur fut signé le 27 mai à Paris. Même si ces accords prévoyaient la participation russe à diverses instances de l'alliance et l'instauration d'un conseil conjoint permanent réunissant

¹² Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001

¹³ “ ”

¹⁴ “ ”

l'OTAN et la Russie, qui pourra prendre ainsi part , en principe, aux délibérations entre membres de l'alliance, il est clair que pour des décisions majeures et surtout en cas de crise, ceux-ci pourront délibérer sans que la Russie puisse s'y opposer.

De même que des accords prévoient-ils qu'on ne déploiera pas de « forces étrangères» sur le territoire des nouveaux membres, l'OTAN remaniera son dispositif militaire en Europe centrale et orientale selon ses besoins

D'énormes progrès ont été enregistrés dans les relations Russie-OTAN. Même si la Russie avait pendant deux ans refusé l'ouverture d'une mission de liaison militaire de l'Alliance à Moscou, invoquant des motifs d'ordre juridique voire des problèmes « d'espionnage », elle était quand même représentée à l'OTAN.

Cependant le déclenchement de « l'Opération Force alliée » va tout mettre en cause. Le conflit du Kosovo va constituer la plus grande tension entre la Russie et l'Occident et l'opération « Force alliée » un puissant révélateur de l'état réel du rapport de force russo-OTAN.

2. Les relations Russie-OTAN à travers la guerre du Kosovo

L'intervention de l'Occident en Yougoslavie a profondément détérioré ses relations avec la Russie. Avant les frappes de l'OTAN ces relations étaient moins conflictuelles. Au terme d'intenses négociations, un accord est intervenu entre MM Solana Secrétaire Général de l'OTAN et Primakov, ministre des Affaires Etrangères de la Russie, débouche sur « l'Acte Fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Russie ». Signé le 27 mai à Paris, l'Acte est l'expression d'un engagement durable, souscrit au plus haut niveau politique, créant le cadre d'un nouveau partenariat de sécurité conçu comme une étape vers l'édification d'une Europe plus stable. La Russie va prendre conscience avec « l'Opération Force alliée » que l'Acte ne lui permet pas faire entendre sa voix, et encore moins de s'opposer à une intervention de l'Alliance. Elle va se rendre compte également de son isolement sur la scène internationale et quel point les intérêts des membres de la CEI sont divergents.

Les réactions russes à la crise du Kosovo seront donc à la mesure de cette prise de conscience. S'opposant d'abord farouchement à toute intervention de l'OTAN (qu'elle considère comme instrument de l'hégémonie américaine) sans mandat des Nations Unis, elle va par la suite choisir une voie plus diplomatique.

2.1 Les réactions russe aux frappes de l'OTAN.

a)-Avant les frappes aériennes

Avant les débuts des frappes aériennes contre la Serbie, les dirigeants russes ont multiplié les déclarations affirmant leur plein soutien à la république fédérative de Yougoslavie. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Russes estimaient comme les Serbes que cette crise était une crise intérieure devant être réglée par les Serbes eux-mêmes. Le 14 octobre 1998, la Douma adopte une résolution qualifiant toute éventuellement action militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie comme une « atteinte à la sécurité de la fédération de Russie ».

La Russie n'a pas infléchi sa position aux conférences de Rambouillet (6-23 février 1999) et de Paris (15-18 mars 1999). Quelques jours avant l'ouverture des négociations, le ministre des Affaires étrangères russe, a précisé à son homologue américain que, si la Russie est favorable à une large autonomie pour le Kosovo et ne nie pas la nécessité

d'exercer des pressions sur Belgrade pour obtenir un compromis, l'emploi de la force demeure inacceptable à ses yeux. Le chef de la délégation russe refuse de cautionner l'ultimatum implicite de l'OTAN et ne paraphe qu'une partie de l'accord intermédiaire. Le 18 mars, elle n'assiste pas à la cérémonie de signature du document final.

La Russie ne s'est pas opposée à la résolution 1203 du 24 octobre 1998 du conseil de sécurité des Nations Unies sur la base du chapitre 7 de la charte des Nations Unies. Elle a simplement condamné l'absence d'une résolution claire autorisant l'OTAN à frapper militairement.

La Russie a exprimé sans succès son opposition à l'intervention de l'OTAN dans le cadre du Conseil Conjoint permanent la confortant ainsi dans son idée que le CCP est une coquille vide.

b)-Après le début des frappes

Le 24 mars 1999 débute « l'Opération Force Alliée ». Les bombardements aériens vont durer jusqu'en Juin 1999. Composées essentiellement d'américains, les forces alliées bombardent surtout les objectifs militaires et économiques en Serbie. Le nombre de Kosovars réfugiés en Albanie et en Macédoine se multiplie. La réaction des Russes est alors que violente.

Le déclenchement de « l'Opération Force Alliée » en l'absence d'un mandat explicite du conseil de sécurité des Nations unies fut un moment de vérité pour les relations Russie-OTAN. Le jour même le président Boris Eltsine déclarait : « ce n'est pas seulement la charte des Nations unies qui a été violée, mais aussi l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Nous assistons à un dangereux précédent qui laisse augurer le retour à une politique de *diktat* imposé par la force et remet en question l'ordre juridique actuel dans son ensemble. En fait nous assistons à une tentative de l'OTAN de prendre pied dans le XXI^e siècle revêtu de l'uniforme de gendarme du monde. La Russie ne pourra jamais accepter cela... La Russie se réserve le droit, en cas d'escalade militaire, de prendre des mesures proportionnées, entre autres de nature militaire, pour garantir sa propre sécurité et celle de l'Europe toute entière ¹⁵ ». Il exigea l'arrêt immédiat des opérations, rappela son représentant militaire auprès de l'OTAN, suspendit sa participation au Partenariat

¹⁵ Revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives.

pour la Paix et la mise en œuvre du programme de partenariat OTAN-Russie, et ajourna les pourparlers relatifs à l'ouverture d'une mission militaire de l'OTAN à Moscou.

Le premier ministre Evgueni Primakov a fait demi-tour au dessus de l'Atlantique pour rentrer à Moscou alors qu'il volait vers les Etats-Unis pour sa première visite officielle. Cette action d'éclat sans doute préméditée eut un retentissement certain auprès de l'opinion publique internationale.

Le ministre des affaires étrangères M. Igor Ivanov annonce le gel des relations avec l'OTAN en qualifiant les frappes de « génocide ¹⁶ » et de « violation flagrante des normes du droit international ». Le ministre de la défense Igor Sergueiev affirme que la Serbie sera un « Vietnam européen ».

D'importantes manifestations se sont déroulées devant l'ambassade des Etats-unis à Moscou. Des mesures à caractères militaro-diplomatiques ont été annoncées.

Le président de la Douma Mr Guennadi Seleznev a publiquement annoncé au début du mois d'avril que le président Eltsine avait ordonné le ciblage des pays de l'OTAN avec les missiles nucléaires russes. Des hommes politique de premier plan tel le général Lebed ont publiquement évoqué la possibilité « d'une aide militaire et technique aux forces armées serbes ¹⁷ » même si ces dires ont été démentis par la suite par le ministre des affaires étrangères. A la fin du mois de mars, le ministre de la défense russe a annoncé le départ d'une flotte de sept navires en Méditerranée mais en fait un seul navire de renseignement a été déployé en mer Adriatique .

Des députés russes vêtus de tenues de combat militaires, ont réclamé la fermeture des gazoducs vers l'Europe et l'envoi de systèmes de défense antiaérienne S300 en ex-Yougoslavie. D'autres députés ont même envisagé de faire rentrer la république fédérale de Yougoslavie dans l'union Russie- Biélorussie, hypothèse rejetée car elle signifierait l'entrée en guerre contre l'OTAN. Vladimir Jirinovski, chef de file des nationalistes a commencé à enrôler des volontaires pour aller défendre les « frères serbes » tandis que le communiste Guennadi Ziouganov proposait de réactiver plusieurs programmes militaires et la réunion du conseil de sécurité russe sur les armes nucléaires.

16 Le courrier des pays de l'Est, n° 1001, janvier 2000

17 Revue internationale et internationale, hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives

La population a aussi réagi aux frappes de l'Alliance. Des manifestations parfois avec violence sont organisées devant les représentations diplomatiques des Etats-Unis à Moscou, à Saint-Pétersbourg, ainsi que dans plusieurs villes de province.

Quant aux médias russes, ils ont surtout insisté sur la destruction de « cibles civils » tels les ponts, les maisons, les usines.

Cependant, malgré ces actions qui s'inscrivent dans un cadre déclaratoire, la Russie va rapidement revenir dans le processus des négociations.

2.2 La voie diplomatique

Malgré tout les Russes n'ont pas l'intention de se laisser entraîner dans le conflit yougoslave. En proie à de graves problèmes économiques, elle a besoin du Fonds monétaire international et ne peut se permettre de briser ses relations avec les pays occidentaux. En recevant le directeur général du FMI à Moscou, M. Evgueni Primakov déclare que toute nouvelle « confrontation avec l'Occident serait suicidaire pour la Russie ». Quant à Igor Sergueev, il appelle ses subordonnés à éviter toute « provocation, à ne pas tomber dans l'hystérie » et exclut toutes « mesures extrêmes ». 82% des russes se déclarent opposés à une assistance militaire à la Yougoslavie et estiment que la Russie doit se contenter d'envoyer une aide humanitaire ¹⁸.

La Russie annonce qu'elle poursuivra ses efforts en vue d'un règlement pacifique de la crise du Kosovo et ce malgré l'échec de sa démarche au Conseil de sécurité des nations unies et la réaction très réservée des pays occidentaux face à la première mission Primakov fin mars à Belgrade. Les Russes insistent désormais sur l'importante contribution diplomatique que peut apporter la Russie, seule à même de servir de médiateur entre l'Alliance atlantique et la Yougoslavie. La nomination de l'ancien Premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, en tant que « représentant spécial du Président dans les Balkans » au lendemain d'une rencontre à Oslo entre le secrétaire d'Etat américain et le chef de la diplomatie russe, semble confirmer l'inflexion de la stratégie russe. Primakov est dessaisi du dossier yougoslave et les faucons de l'Etat-major sommés – sous peine de limogeage – de cesser de faire des déclarations non sanctionnées par le commandement suprême des armées.

18 La revue internationale et stratégique ; Hiver 1999-2000, Kosovo, bilan et perspectives

Les Russes vont alors utiliser le sommet du G 8 comme forum diplomatique. Contrairement au groupe de contact, le sommet du G 8 comporte également des pays non impliqués directement dans le conflit.

Toutefois les négociations qui s'engagent à la fin du mois d'avril entre Russes et occidentaux mettent en évidence deux pierres d'achoppement majeures. Tout d'abord, l'OTAN réitère que le retrait des troupes Yougoslave du Kosovo constitue la condition préalable à une suspension des opérations militaires, alors que Moscou réclame leur arrêt immédiat. En outre, les modalités du plan de paix proposé par la partie russe apparaissent difficilement acceptables pour l'Alliance atlantique. Elles prévoient en effet une partition de *facto* du Kosovo.

Le 16 mai, les ministres des Affaires étrangères du G 8 se sont mis d'accord sur une déclaration commune pour un dialogue avec les Serbes. La résolution n° 1244 issue de ce forum a été acceptée par la Russie grâce à l'intervention du président finlandais qui a demandé aux Russes de pas utiliser leur veto. Seule la Chine s'est abstenue bien que cette résolution reprenait les exigences de l'OTAN. Les Russes ont exigé que la force international ne repose pas sur l'OTAN, ni dans sa composition ni dans son organisation. Cette résolution « réaffirme l'attachement de tous les Etats membres à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la république fédérale de Yougoslavie et de tous les autres Etats de la région ». Elle met en place sous l'égide de l'ONU, une présence civile et une force de sécurité internationales dotées de matériels et de personnel appropriés.

Constatant l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers avec l'OTAN, les négociateurs russes sont contraints de revoir leurs revendications à la baisse. Ainsi les propositions que le président finlandais et l'ancien Premier ministre russe soumettent le 2 juin à Slobodan Milosevic, reprennent en réalité, l'ensemble des conditions émises par l'Alliance atlantique à un éventuel arrêt des frappes, ce qui donne lieu à une grave dissension au sein de la délégation russe. Le « représentant spécial du président » est mis à l'écart et un détachement de parachutistes russes venu de Bosnie prend le contrôle de l'aéroport de Pristina. Ceci doit être analysé à la lumière de ces désaccords et participe d'une volonté de rééquilibrage du compromis trouvé avec les occidentaux fin mai à Bonn.

Les pourparlers qui s'engagent à Moscou puis à Helsinki sur la participation de l'armée russes à la KFOR ne permettent pas à la Russie d'obtenir de concessions significatives de la part de l'Alliance atlantique. Au sommet du G 8 à Cologne les 19 et 20 juin, la

Russie n'a pas eu de zone de responsabilité en propre et le principe d'un commandement unique pour la force de paix déployée au Kosovo est réitéré.

2.3 La Russie isolée.

Avec la crise du Kosovo, les Russes ont mesuré combien l'influence de Moscou est désormais affaiblie. Après s'être vainement opposée à l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe centrale et orientale, la Russie n'a pas pu empêcher le bombardement de la Serbie, pays dont la Russie se considérait depuis le XIX^e siècle comme le protecteur traditionnel. Les élites russes ont ressenti ce constat avec amertume. Elles n'ont visiblement pas encore fait le deuil de la superpuissance soviétique et ont tardé à prendre la mesure des évolutions stratégiques intervenues depuis la fin de la guerre froide, tant au plan global que dans l'environnement immédiat de la Russie. Comme l'écrivait Marie Mendras en 1999, « Puissance régionale ayant du mal à s'accepter en tant que telle, la Russie post soviétique n'a certes plus d'ennemi, mais elle est également privée d'alliés ¹⁹ ».

Quelques jours après le début des bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN , un sondage effectué par le Centre russe d'études de l'opinion publique révélait : à la question « La Russie a-t-elle des alliés militaires et lesquels ? », 40% répondent par l'affirmative et 30% par la négative. La liste des pays cités était encore plus parlante : Biélorussie 21% ; Chine 8% ; Inde et Ukraine 6% et seulement 5% pensent les autres pays membres de la CEI sont des alliés militaires ²⁰.

Déterminée à conserver une influence prépondérante dans l'espace post soviétique, Moscou dès l'origine, a vu en la Communauté des Etats indépendants l'instrument de sa politique. Créée le 8 décembre 1991 à l'initiative de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, puis étendue aux républiques d'Asie centrale à l'exception de la Géorgie, elle s'est rapidement institutionnalisée. Moscou a obtenu que la CEI siège à l'ONU en tant qu'observateur, au même titre que des organisations régionales telles que l'Union européenne ou la Ligue arabe. La communauté des Etats indépendants devait

19 La revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives

20 La revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives

permettre de restaurer une ceinture de sécurité, zone tampon destinée à faire barrage à toute visée extérieure sur cet espace.

Cet isolement et la faiblesse de l'Etat russe font craindre à Moscou de se voir marginalisée sur la scène internationale. Il est donc probable que la crise du Kosovo aboutisse à une réévaluation par la Russie de ses relations avec les Etats-Unis. En effet, à Moscou, nombreux sont ceux qui, comme le directeur de l'Institut des Etats-unis et du Canada de l'Académie des sciences de Russie, Sergej Rogov, ont vu dans cette crise la confirmation de « la dérive unilatéraliste » de Washington, largement soupçonnée de « profiter de l'affaiblissement de la Russie pour lui dicter ses conditions et lui arracher toujours plus de concessions inacceptables ²¹» et de mettre en place une stratégie de *containment* de la Russie dans l'espace post soviétique, clairement destinée à rendre irréversible le « découplage » entre Moscou et son « étranger proche ».

Avec la guerre en Yougoslavie, la crise que traverse la Communauté des Etats indépendants qui est apparue au grand jour lors du sommet de Chisinau en 1997, a, semble-t-il, atteint un point de non retour. Deux blocs antagonistes dont les intérêts divergent sur plusieurs points se font jour en son sein.

Face à une Russie qui a fait de l'intégration économique, politique et militaire de l'espace post soviétique, la priorité déclarée de sa diplomatie, et qui considère que son statut de grande puissance dépendra, *in fine*, de l'influence qu'elle y exercera, se dessine de plus en plus distinctement un arc stratégique épousant le flanc sud de l'ex-URSS. Le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) est donc né, rejoint en avril 1999 par l'Ouzbékistan. Un de ses objectifs prioritaires est de promouvoir la mise en place de réseaux de communication évitant le territoire russe dans l'axe Caspienne-mer Noire.

Les pays du GOUAM commencent à concrétiser leurs orientations stratégiques et se démarquent de plus en plus de la Russie. Au printemps 1999, en pleine crise du Kosovo, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan ont annoncé qu'ils ne prorogeraient pas leur participation au Traité de défense collective de la Communauté si cher à la politique de sécurité russe dans ce que Moscou considère comme son « étranger proche ». Cet événement, qui s'explique en partie par la volonté de ces pays de pas compromettre les perspectives de leurs nouvelles relations dans le cadre du Partenariat Pour la Paix. Le PPP dont la mise en place en 1994 a sans doute été hâtée par l'instabilité persistante en Russie liée notamment à la nouvelle crise de 1993 entre Boris Eltsine et les parlementaires, ainsi qu'à la victoire des communistes et des nationalistes aux élections de décembre 1993 devait faciliter l'harmonisation des politiques des PECOS et de celles

de l'OTAN aux plans politique et militaire. Ceci n'aura fait que renforcer les perceptions négatives de la Russie envers l'Alliance, et la conviction répandue au sein des élites politico-militaires que l'Occident entend évincer définitivement Moscou de son ancien empire.

L'accord de mai 1995 portant sur la protection commune des frontières est remise en cause. La Géorgie et plus surprenant, la Kirghizie se sont joints aux pays tels l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan qui ont toujours récusé le concept même de « frontières extérieures » de la CEI et refusé la présence de troupes russes sur leurs territoires.

La crise du Kosovo n'a pas permis de contribuer à rétablir la cohésion de la CEI contrairement aux attentes de Moscou. Elle s'est plutôt effritée. En effet les chefs d'Etats de la Communauté, réunis le 2 avril 1999 ont rejeté un projet de déclaration commune préparé par la Russie condamnant l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie et la plupart d'entre eux, a même, de surcroît assisté aux célébrations du 50^e anniversaire de l'OTAN à Washington.

2.4 Les incidences de la crise du Kosovo sur la politique de sécurité russe

Les relations OTAN-Russie se sont profondément dégradées avec l'intervention occidentale en Yougoslavie. L'ébauche de coopération qui s'était mise en place, non sans difficulté, depuis la fin de la guerre froide est compromise, donnant des arguments à la fraction la plus conservatrice de l'*establishment* politico-militaire russe, hostile à tout rapprochement avec ceux qu'elle considère toujours comme des adversaires.

L'acte fondateur OTAN-Russie signé le 27 mai 1997 est désormais considéré à Moscou comme une coquille vide. Le concept stratégique, officiellement adopté par l'Alliance atlantique, en avril 1999 à Washington, a conforté Moscou dans son jugement. De ce document, Moscou retient l'ambiguïté quant aux fondements juridiques et à la nature même des missions dites « hors-zone ». A Moscou, on estime que ce concept stratégique constitue la justification théorique *a posteriori* d'un conflit interprété comme un dangereux précédent, ouvrant la voie à d'autres interventions.

Les Russes s'inquiètent à l'idée de voir l'espace post soviétique devenir le théâtre de ces éventuelles interventions. Le « partenariat pour la paix », le renforcement de l'assistance militaire octroyée par les Etats-Unis à la Géorgie et la décision de placer certains pays de la CEI (hors Russie) sous la responsabilité de commandements

régionaux américains sont déjà mal vus par Moscou. Aussi, elle suit attentivement l'intensification de la coopération entre les Etats-Unis et les pays du GOUAM.

Ces inquiétudes ont une influence sur la politique de sécurité en Russie. Ainsi, réuni sous la présidence de Boris Eltsine, le conseil national de sécurité a décidé d'accélérer la réalisation de plusieurs programmes nucléaires militaires. La priorité devrait être accordée au développement de missiles tactiques (type Iskander), et au déploiement d'armes tactiques de nouvelle génération (ss-27, snle classe borey). Mais la Russie est consciente de l'impossibilité de ce lancer dans une nouvelle course aux armements. On évoque alors la réactivation de programmes d'armes anti-satellites gelés depuis une quinzaine d'années et d'importantes manœuvres ont été organisées à la mi-juin ²¹. Ces manœuvres, de par leur nom de baptême « Occident 99 », illustrent les humeurs anti-occidentales prévalant à Moscou. Dès mars à septembre 1999, d'autres exercices d'envergure ont été conduits par la marine de guerre et l'aviation russes en Baltique, mer de Barents et dans le Pacifique.

Le 10 janvier 2000, le président Vladimir Poutine entérine une version révisée du concept de sécurité ouvrant les conditions nécessaires à l'adoption d'une nouvelle doctrine militaire. Le 21 avril 2000, la nouvelle doctrine est en effet adoptée par décret présidentiel. Elle répond, selon les déclarations de maints officiels russes, à une nécessaire réévaluation de la situation internationale, et donc des risques et des menaces auxquels la Russie doit faire face. Les références à la crise du Kosovo y sont très nombreuses. Dans la section évoquant les « menaces extérieures », s'exprime l'ensemble des facteurs qui ont provoqué la dégradation des perceptions que les responsables russes ont de l' Occident. Les termes suivants évoqués montrent à quel point ces relations se sont détériorées : « *ingérence dans les affaires intérieures des Etats, tentatives d'ignorer ou de miner les intérêts dans la résolution des problèmes de sécurité internationale, la formation de groupes de force conduisant à la destruction de l'équilibre des forces existant à proximité de la frontière de l'Etat, l'élargissement de blocs et alliances militaires au détriment de sa sécurité , le déploiement de troupes étrangères sur le territoire d'Etats et amis en violation de la charte de l'ONU* » .

La description des caractéristiques de la situation militaro-politique internationale

²¹ La revue internationale et stratégique, Hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives.

évoque clairement les opérations militaires de l'OTAN contre la Yougoslavie. On y lit : *« l'état et les perspectives de développement de la situation militaro-politique actuelle sont déterminés par l'amélioration qualitative des moyens, formes et procédés de combat armé, et leur portée. La possibilité d'atteindre des objectifs militaro-politiques par des actions directes, sans contact, détermine un danger particulier des guerres et conflits modernes pour les peuples et les Etats, pour le maintien de la stabilité et de la paix internationales, et rend vital de prendre des mesures exhaustives pour prévenir (ces guerres et conflits), pour le règlement pacifique des différends aux stades initiaux de leur émergence et de leur développement ».*

Les aspects militaires de la crise de Kosovo sont présents dans la section sur la nature des guerres et des conflits. On y trouve des termes et expressions comme : *« emploi extensif de formes et de moyens d'action indirects ; de moyens de feu à distance et électroniques ; attaque contre les forces, les infrastructures de l'arrière et économiques, les communications ; mise en œuvre de campagnes et opérations aériennes ; conséquences catastrophiques de la destruction d'entreprises dans le secteur d'énergie ».*

Même si la nouvelle doctrine n'est pas qu'une pure réaction conjoncturelle à la crise du Kosovo, elle en a été beaucoup influencée.

2.5 Conséquences de la crise du Kosovo sur la diplomatie russe

La crise du Kosovo a renforcé sans nul doute la détermination de Moscou à œuvrer en vue d'un monde multipolaire. Cette notion qui occupe depuis 1996, une place centrale dans le discours russe sur la politique étrangère, voit ses contours se préciser progressivement. La marge de manœuvre de Moscou étant réduite en Europe, il est tenté par un équilibrage de sa politique étrangère en direction de l'Asie. La création d'un triangle Moscou-Pékin-Delhi –conçu comme contrepoids à l'hyperpuissance américaine- a été publiquement évoquée en décembre 1998 par l'ancien premier ministre Evgueni Primakov. Même si ce projet semble à court terme illusoire, en raison notamment du profond antagonisme entre les deux géants asiatiques, force est de constater que les relations que la Russie postsoviétique a su instaurer avec la Chine et l'Inde s'apparentent à un véritable « partenariat stratégique ». Ce partenariat, s'il devait s'approfondir, pourrait bouleverser les équilibres géopolitiques en Eurasie et constituerait un défi pour les Etats-Unis. En tout cas, comme le constate le général

Gallois, la « diplomatie de bombardement que pratique Mme Albright a abouti à la démarche que le département redoutait le plus : un rapprochement entre Moscou et Pékin ». En effet quelques mois à peine après l'opération « force alliée », le 9 décembre 1999, Boris Eltsine se rendait à Pékin mettre un terme à un vieux différend frontalier et y proclamer que la Russie, -comme la Chine- était « jusqu'à preuve du contraire une puissance nucléaire » et que les « occidentaux », refusant le concours de ces deux Etats, devait « se garder d'intervenir dans leurs affaires intérieures ».

Les actions de l'OTAN sur la scène internationale, depuis son élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale et des bombardements de la Yougoslavie par les forces aériennes, suscitent le mécontentement des responsables politiques, des médias et de l'opinion publique russes. La signature de l'Acte fondateur, en 1997, n'a pas permis de combler le fossé entre les deux partenaires. Le 24 mars 1999, au lendemain des bombardements de l'Alliance sur la Yougoslavie, Moscou annonçait le gel de ses relations avec l'OTAN. Mais entre rejet de l'Alliance atlantique et coopération avec elle, les responsables russes tentent de trouver une stratégie intermédiaire.

L'arrivée de Vladimir POUTINE au pouvoir en URSS et les événement du 11 septembre 2001 entre autres, laissent présager un meilleur avenir pour les relations Russie-OTAN de l'après guerre froide.

3 . L'AVENIR DES RELATIONS RUSSIE-OTAN.

Le 9 mars 1999 à Londres, M. Javier Solana, Secrétaire général de l'OTAN disait : « *la véritable obligation à laquelle notre continent est confronté, en matière de sécurité, consiste à gérer avec succès plusieurs processus de transformation: la transformation de l'Europe, la transformation de la Russie et la transformation du lien transatlantique. Ces processus s'ils évoluent dans le bon sens, nous donneront les instruments politiques, économiques et militaires devant nous permettre de faire face à n'importe quel défi envisageable...Si, au contraire, un de ces processus échoue, notre conception d'une architecture globale de sécurité euro-atlantique s'en trouvera compromise. Notre approche vis-à-vis des défis de sécurité de demain se verrait, selon toute vraisemblance, marquée par l'improvisation et l'incohérence. incapables de fixer notre agenda, nous en deviendrons les victimes*²² ».

L'élection de Vladimir POUTINE, le 26 mars 2000 à la présidence de la République et les événements du 11 septembre 2001 qui ont frappé la ville de New York sont des « opportunités » que russes et occidentaux doivent saisir pour mettre fin au « coup de froid » qui a envenimé leurs relations.

3.1 Retour au pragmatisme en Russie

L'année 2000 augure sans nul doute une nouvelle ère dans les relations Russie-OTAN. Elle est marquée par la ratification du traité de désarmement nucléaire Start II, et celui portant interdiction des essais nucléaires, par la reprise du dialogue avec l'OTAN.

La victoire électorale massive de Vladimir Poutine lors des élections législatives de décembre 1999 puis présidentielles l'autorise à briser le consensus contre l'OTAN. La visite de G. Robertson, en février 2000, contribue à resserrer les liens entre la Russie et l'Alliance atlantique. Même si les responsables de la Coopération internationale au ministère de la Défense continuent d'affirmer que l'OTAN est une organisation criminelle et qu'aucune collaboration n'est envisageable avec cette institution, en

²² Les relations Russie-OTAN et les étapes suivantes de l'élargissement de l'OTAN, Assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 1999

février 2000, V. Poutine alors président par intérim, déclare que la Russie pourrait rejoindre l'OTAN , « quand son point de vue sera pris en compte à part entière ». Ce à quoi le secrétaire général de l'OTAN G. Robertson répond que , « bien que la question de l'entrée de la Russie dans l'OTAN ne soit pas à l'ordre du jour, les mots de POUTINE sont accueillis de manière positive ²³ ».

Le président Poutine veut imprimer sa marque. Il est aidé par ses conseillers notamment ceux du SVOP (conseil de politiques étrangères et de défense) qui tirent des conclusions lucides de la guerre du Kosovo. Ils prônent un recentrage des priorités en direction de l'insertion du pays dans l'économie mondiale, orientation qui doit conduire à réarticuler les axes de la politique étrangère qui doit s'impliquer dans une démarche pragmatique de reprise du dialogue avec l'Occident. Selon Sergueï Karaganov qui préside le SVOP, « il est possible de discuter pour savoir si la Russie a gagné la guerre froide, mais elle a déjà perdu la paix et la période de reconstruction qui l'ont suivie. Il est donc primordial de se rapprocher des pays occidentaux, de se comporter en élément stabilisateur des relations internationales et de privilégier au maximum les postures d'évitement des confrontations », surtout avec les pays dont la Russie dépend pour son redressement économique.

Avec l'OTAN, la Russie souhaite un véritable partenariat où elle peut réellement participer au processus de préparation et de prise de décisions . Le président Poutine l'a rappelé le 25 septembre 2001 au Bundestag en disant : « *Malgré tout ce qui a été fait depuis les décennies écoulées, nous n'avons pas réussi à élaborer un mécanisme de coopération performant. Les organes de coordination mis en place jusqu'à présent n'accordent pas à la Russie la possibilité réelle de participer au processus de préparation et de prise de décisions. Aujourd'hui, les décisions sont souvent adoptées en principe sans notre participation, ensuite nous sommes instamment demandés de les soutenir. Et ensuite on se remet à parler de loyauté envers l'OTAN. On va même jusqu'à dire que sans la Russie, il serait impossible de matérialiser ces décisions. Demandons-nous plutôt si c'est normal* ».

Et il ajoute : « *Asseoir les relations internationales sur les principes démocratiques et savoir trouver la bonne décision et accepter un compromis n'est pas une tâche facile.*

²³ Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001.

*Mais ce sont les européens qui les premiers ont compris à quel point il est important de chercher des décisions par consensus en surmontant l'égoïsme national. Nous sommes d'accord avec cela. Mais la qualité des décisions adoptées, leur efficacité et, finalement, la sécurité européenne et internationale dépendent tout compte fait de notre capacité de donner aujourd'hui à ces principes clairs la forme d'une politique pratique... Mais les lignes de partage subsisteront, tout d'abord parce que nous n'avons pas pu nous débarrasser de nombreux stéréotypes et clichés de la guerre `froide`. Aujourd'hui, nous devons déclarer une fois pour toute que la guerre froide est finie. Nous nous trouvons à une nouvelle étape d'évolution. Nous comprenons qu'il est impossible de créer une atmosphère de confiance sur le continent sans avoir une architecture moderne, solide et stable de la sécurité. Or, il ne peut y avoir de **Grande Europe** unie sans atmosphère de confiance. Aujourd'hui, nous devons dire que nous renonçons à nos stéréotypes, à nos ambitions et que nous assurerons dorénavant la sécurité de la population de l'Europe et du monde ».*

En février 2001, l'OTAN ouvre un bureau d'information à Moscou. A cette occasion, G. Robertson se rend à Moscou et y déclare que « grâce à un travail conséquent, les relations entre la Russie et l'OTAN sont devenue plus solides et nous aident à éviter les situations de crises ». Il y rencontre les différents responsables de la politique étrangère et de la défense russe. Comme le souligne le quotidien communiste *Trud*, « nous coexistons avec l'OTAN et devons nous accorder, en gardant à l'esprit nos intérêts nationaux propres. Et pour cela, il faut des contacts et du dialogue. Dans ce contexte, George Robertson peut être l'un des interlocuteurs les plus adaptés ²⁴ ».

La Russie affirme aussi son attachement aux valeurs fondatrices d'une société démocratique. Une place importante est accordée à la défense et la protection des droits de l'homme. Ils seront assurés et défendus sur la base du droit international et des conventions et accords auxquels elle a adhéré.

La Russie rappelle son attachement à la coopération internationale face aux nouvelles menaces . Un clin d'œil est également fait en direction du voisinage immédiat, notamment la Communauté des Etats indépendants. La maîtrise et la stabilité de ces

²⁴ Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001

régions stratégiques au voisinage de la Russie pourrait ainsi priver l'Alliance de tout prétexte ou motif d'intervention dans la zone.

3.2 La lutte contre le terrorisme international

Après la catastrophe du 11 septembre 2001, les américains conscients de leur isolement ont mené une action diplomatique intense et sonné le rappel de toutes les bonnes volontés. Et ce fut la surprise. L'un des alliés les plus sûrs, les plus déterminés était l'ennemi d'hier : la Russie. Immédiatement après l'attentat de Manhattan, Vladimir Poutine fut le premier à appeler G. Bush pour lui dire qu'il savait que les forces américaines venaient d'être placées en alerte maximum, mais qu'il avait, contrairement aux procédures prévues, donné l'ordre aux troupes russes de garder profil bas et d'éviter tout risque de tension. « A ce moment, dira Bush, il me signifiait clairement que la guerre froide était terminée. » En hommage aux victimes, la Russie respecta une minute de silence et mis les drapeaux en berne.

« Nos relations avec la Russie viennent d'entrer dans une phase de changement d'ampleur sismique, aux proportions historiques », déclarait le secrétaire d'Etat américain Colin Powell. Les Etats-Unis acceptaient avec reconnaissance cette alliance hier impensable.

L'unanimité s'est faite à l'Est comme à l'Ouest qu'il faut conjuguer tous les efforts dans la lutte contre le terrorisme.

En moins de deux semaines, ce contrat fut traduit politiquement. La Russie accepta l'ouverture de l'espace russe ; la mise à disposition de l'US Army des bases militaires de ses ex-républiques asiatiques d'Ouzbékistan et du Tadjikistan, en surplomb stratégique au-dessus de la frontière nord de l'Afghanistan ; l'appui de 20000 parachutistes russes qui surveillent les 1200 km de cette frontière au Tadjikistan et des forces déjà engagées discrètement dans la région, y compris à l'intérieur de l'Afghanistan, où Moscou soutient le général Dostom ; l'échange de renseignements ; la livraison aux combattants de Massoud de 30 à 45 millions de dollars d'armements russes ²⁵.

²⁵ Nouvel observateur : dossier spécial : Yalta 2001, semaine du 11 octobre 2001.

Commentaires d'un haut responsable américain : « la Russie a été plus utile et plus efficace que la grande majorité de nos alliés occidentaux ».

La Russie quant à elle, en jouant la solidarité avec les Etats-Unis a gagné sur bien de points :

- En Asie centrale, zone extrêmement sensible, Moscou aura ramené dans le giron russe ses anciennes républiques, en particulier l'Ouzbékistan, qui , craignant chez lui une poussée islamiste, regardait déjà vers du côté des Etats-Unis.

- En Tchétchénie, Poutine a les mains libres, puisque Bush admet le raisonnement russe, répété depuis deux ans par le président à tous ses visiteurs occidentaux, selon lequel les tchéchènes étaient infiltrés par des terroristes islamistes liés à Ben Laden, et que la Russie, à Groz, défendait l'Occident.

Un mois après ces événement on assiste à une scène jamais vue depuis l'avènement du communisme en 1917. Recevant Vladimir Poutine dans son ranch de Crawford, George Bush parle de « son ami Vladimir » et déclare : « plus je découvre son cœur et son âme, plus je suis persuadé que nous pouvons travailler ensemble de façon positive ». Quant à Vladimir, il racontait la main posée sur les épaules de son ami George : « Hier nous avons dégusté ensemble du steak et écouté de la musique. La meilleure des choses qui peut arriver à nos deux pays c'est que leurs présidents s'entendent aussi bien ²⁶».

Abordant toujours les événement du 11 septembre au Bundestag le 25 septembre, le président Poutine déclarait : « Mesdames et messieurs, puisque nous abordons le sujet de la sécurité nous devons de prime abord nous déterminer quant à savoir comment et contre qui nous devons nous défendre »,et fit le parallèle avec les évènements que la Russie elle-même a connu : « les attentats dans des immeubles d'habitation à Moscou et dans d'autres grandes villes de Russie ont fait des centaines de morts. Les fanatiques religieux qui se sont emparés du pouvoir en Tchétchénie et ont fait de sa population des otages, ont attaqué en main armée le Daghestan voisin. Les terroristes internationaux ont proclamé ouvertement, tout à fait ouvertement, leur intention de créer un Etat fondamentaliste sur le territoire entre la mer Noire et celle Caspienne, soit disant un califat, autrement dit les Etats Unis d'Islam ».

La Russie est un précurseur dans la lutte contre le « terrorisme ». Le concept de sécurité

²⁶ Commentaire de Dominique Bromberger : Bush-Poutine : une révolution

de janvier 2000 note que : « dans de nombreux pays, dont la Fédération de Russie, le problème du terrorisme, qui a un caractère transnational et menace la stabilité dans le monde, s'est sensiblement aggravé ». La doctrine militaire russe compte le « terrorisme international » au nombre des menaces extérieures contre la sécurité de Russie. Et comme le constate Isabelle Facon : « plusieurs points de la partie consacrée aux menaces internes font référence au terrorisme. Ils rappellent, presque mot pour mot, les accusations portées par les autorités russes contre les rebelles tchéchènes pour justifier les opérations militaires qu'elles mènent en Tchétchénie depuis l'automne 1999 ». Pour le général Klimenko, « La sécurité militaire inclut la neutralisation des menaces non seulement externes mais aussi internes ».

3.3 Nécessité d'une politique de défense européenne.

Lucide vis-à-vis de l'hégémonisme américaine en Europe et la vassalité de l'Alliance vis-à-vis de Washington, mais refusant de tomber dans le piège de l'anti-occidentalisme et du rejet de l'Europe, option fortement défendue en revanche par certains nationalistes et/ou communistes russes, le président Poutine ne cessent de proposer aux européens de coopérer avec la Russie en matière de politique étrangère, de sécurité collective et de défense. Pour équilibrer l'unilatéralité américaine manifestée notamment par le projet de bouclier anti-missiles américain relancé par l'administration Bush, le président russe propose une collaboration euro-russe en matière d'armement stratégique et même , à terme, une mise en commun des moyens et des recherches pour mettre sur pied un système anti-missile européen continental pendant du *National Missile défense américain*.

Le président Poutine disait : « *Nul ne met en doute la grande valeur des relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Tout simplement je pense que l'Europe consolidera grandement et pour longtemps sa réputation d'un centre puissant et effectivement indépendant de politique mondiale si elle parvient à réunir ses propres potentialités avec celles de la Russie, avec les ressources humaines, territoriales et naturelles, avec le potentiel économique, culturel et défensif de la Russie.*

*La Russie est un pays européen amical. Pour notre pays qui a survécu à un siècle de catastrophes militaires, une paix stable sur le continent est l'objectif principal*²⁷ ».

²⁷ Discours du président Poutine au Bundstag le 25 septembre 2001.

« Si les Etats-Unis ont le droit de constituer un système de Défense nationale anti-missiles, qui les défendra en cas d'attaques imprévues d'Etats voyous, alors la Russie et l'Europe ont le droit de construire le même système²⁸», déclare G. Iavlinski. Le parti libéral Iabloko soutient l'initiative du président Poutine concernant la création d'une défense anti-missile non stratégique en Europe. Son porte-parole, S. Ivanenko, est convaincu que : « la constitution d'un système russo-européen de défense anti-missile peut constituer le point de départ d'un relèvement du complexe militaro-industriel russe et de l'économie dans son ensemble ». Dans le discours libéral russe, l'argument économique domine dans la vision de la politique étrangère.

Donc entre rejet de l'Alliance atlantique et coopération avec elle, les responsables russes tentent de trouver une stratégie intermédiaire. Et comme le note Vladimir Baranovsky dans *the international spectator* : « Le négativisme officiel de la Russie à l'encontre de l'OTAN a été accompagné d'efforts pour maintenir des interactions bilatérales avec les pays occidentaux ainsi qu'avec l'Union européenne » bien qu'elle ait ouvertement soutenu les actions de l'Alliance atlantique dans les Balkans. La question des relations avec l'OTAN est scindée en deux parties : les relations avec les pays d'Europe d'une part et celles avec les Etats-Unis de l'autre. Les russes s'opposent farouchement à l'élargissement de l'OTAN mais ils soutiennent l'élargissement de l'Union européenne.

Poutine, dans l'ouvrage publié au début de l'année 2000 à l'occasion de la campagne présidentielle estime que « L'OTAN et l'Europe ne sont pas les mêmes. J'ai déjà dit que nous sommes un pays de culture européenne mais pas de culture otanienne ». A la question de savoir s'il considère l'OTAN comme un partenaire potentiel, un concurrent ou un ennemi, il répond : « La Russie fait partie de la culture européenne. Je ne peux me représenter mon pays à l'écart de l'Europe et, comme nous le disons souvent, à l'écart du monde civilisé. C'est pourquoi je peux difficilement me présenter l'OTAN comme un ennemi²⁹ ».

La Russie ne veut pas que l'Europe s'enferme elle-même dans le cercle vicieux de la « nouvelle guerre froide » c'est à dire la coupure du continent en deux, facteur

²⁸ <http://www.yabloko.ru/Press/2001/010313.HTML>

²⁹ Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe, F. Daucé, juin 2001

d'instabilité, et frein à toute Politique de défense et de sécurité paneuropéenne autonome. L'alliance Atlantique étant depuis les origines tournée contre la Russie, l'Europe des quinze et bientôt des dix-huit ne retient comme nouveaux candidats que des pays *présélectionnés* par les américains pour leur méfiance envers Moscou et leur bienveillance à l'égard de l'OTAN.

Une coopération étroite entre la Russie et l'Europe ne peut être que bénéfique pour les deux parties : insertion progressive de la Russie dans le monde euro-occidental ; mise en valeur des formidables ressources énergétiques et minérales de l'espace russe, susceptible, à terme, de donner à l'Europe son *indépendance énergétique* vis-à-vis des Etats pétrolifères ; coopération en matière de transfert de haute technologie dans les domaines militaires, spatial, aéronautique et médical.

Grâce à cette coopération la Russie souhaite la *restauration d'un ordre multipolaire*, non pas pour s'opposer stérilement aux Etats-Unis, mais pour être capable de traiter d'égal à égal avec Washington.

Même si les européens ne doivent pas proclamer leur *doctrine Monroe* : « *l'Europe aux européens* », ils doivent être capable de ne pas appeler au secours les Etats-Unis dès que survient le moindre événement régional tel que la Bosnie, l'Albanie ou le Kosovo.

Conclusion

Comme l'écrivait Christophe Cordonnier , « En 1989, la chute pacifique du mur de Berlin, autorisée par un pouvoir soviétique profondément transformé par la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev, ouvrait un immense champ d'espoir pour la mise en place d'un nouveau concert européen de l'Atlantique à l'Oural ³⁰». Dix ans plus tard, force est de constater l'espérance a cédé place à une grande désillusion , les rêve de fraternité transcontinentale semblant parfois céder le pas de nouveau à des logiques fondées sur de simples rapports de force.

La Russie a perdu confiance dans les occidentaux avec l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe centrale et orientale. Les réactions qui se développent à partir de 1994, se construisent en référence à la guerre froide. Le chef du parti communiste pense qu'il existe « véritable complot géopolitique mondial contre l'ex-URSS et que la principale menace pour la sécurité de la Russie émanerait de la progression de la machine militaire de l'Alliance Atlantique vers les frontières occidentales de notre pays ³¹». D'une manière générale le consensus qui règne contre l'OTAN en Russie est total.

La deuxième grande humiliation pour la Russie a été la crise du Kosovo. La Russie a mal vécu « l'atteinte à la souveraineté d'un Etat sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OTAN ne pouvant à leurs yeux se draper dans les habits du gendarme du monde». Les russes ne pouvaient pas comprendre pourquoi avoir mené ainsi une guerre de destruction aérienne massive, frappant des populations civiles et brisant ce qui restait du potentiel productif serbe, alors que Milosevic et son entourage étaient directement mis en cause et que l'on eût pu avoir recours à une approche de représailles ciblées à leur encontre. Ils ne s'expliquent pas également la dérive sémantique des américains et des allemands parlant de génocide kosovar, mais aussi le silence et l'impuissance des occidentaux face aux multiples exactions affectant les populations serbes du Kosovo.

Très vite, les russes vont privilégier les négociations et ils vont utiliser le sommet du G 8 comme forum diplomatique.

Par ces envolées rhétoriques anti-occidentales et la médiation de Viktor

³⁰ Revue française de Géoeconomie, Printemps 2001

³¹ Les relations Union européenne-Russie, de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique et stratégique, Alexandre del Valle.

TCHERNOMYRDINE, la Russie voulait réintégrer le jeu diplomatique, réaffirmer son statut de grande puissance, mettre en garde son « étranger proche » de plus en plus tourné vers l'Occident.

Mais malgré tout la victoire électorale de V. Poutine lors des législatives de décembre 1999 puis aux présidentielles de mars 2000 et les événements de septembre 2001 ont contribué à resserrer les relations entre la Russie et l'OTAN.

Bibliographie

Ouvrages :

- Pascal Boniface**, *relations internationales*.
- Revue internationale et stratégique**, *Hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives*.
- Revue internationale et stratégique**, *Eté 2000, La Russie à la croisée des chemins*.
- Alexandre DEL Valle**, « Guerre contre l'Europe : Bosnie, Kosovo, Tchétchénie », 2001, *Editions des Syrtes*.
- Assemblée parlementaire de l'OTAN, Nov 99** : les relations OTAN-Russie et les étapes suivantes de l'élargissement de l'OTAN.

Articles de revues en français :

- Vladimir Poutine**, Discours au Bundestag le 25 septembre 2001
- Isabelle Facon**, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », *Annuaire français des relations internationales* 2001.
- Caroline Gauer**, « L'élargissement de l'OTAN, le cas des pays d'Europe Centrale et Orientale », *Droit et défense*- 99/2
- Paul-Marie de la Gorce**, « L'OTAN aux portes de la Russie ».
- Françoise Manfrass-Sirjacq**, « De l'ouverture de l'Europe et de l'OTAN aux pays de l'Est », *Stratégie et Défense*, 1^{er} trimestre 1999
- Général Leonty Chevtsov**, « La coopération militaire entre la Russie et l'OTAN en Bosnie, une base pour l'avenir », *Revue de l'OTAN* n° 2, mars 1997, édition web
- François Daucé**, « Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe » juin 2001

Articles de revues en anglais

- Mark A Smith & Henry Plater-Zyberk**, *Kosovo : Russia's response*, Conflict Studies Research center, 30 mars 1999.

-Oksana Antonenko, Russia, NATO and European security after Kosovo ? the International Institute for strategic Studies

-Dmitri Glinski Vassiliev, the view of the Russia Elite toward NATO membership, April 2000.

-Celeste A. Wallander, Security cooperation, Russia and NATO, November 2001

Tables des matières

Sommaire	2
Fiche de présentation	3
Introduction	4
1 .Les relations russie-OTAN à travers l'élargissement de l'OTAN	5
1.1 Rappel des raisons ayant conduit à l'élargissement de l'OTAN vers l'est	5
1.2 Les raisons de l'opposition russe	6
a)-L'OTAN considérée comme le cadre de l'hégémonie américaine	6
b)-Menace pour « l'équilibre des forces en Europe »	9
c)-La théorie du complot	11
2 .Les relations Russie-OTAN à travers la guerre du Kosovo	14
2.1 Les réactions russes aux frappes de l'OTAN	14
a)-Avant les frappes aériennes	14
b)-Après le début des frappes	15
2.2 La voix diplomatique	17
2.3 La Russie isolée	19
2.4 les incidences de la crise du Kosovo sur la politique de sécurité russe	21
2.5 Conséquences de la crise du Kosovo sur la diplomatie russe	23
3. L'avenir des relations Russie-OTAN	25
3.1 Retour au pragmatisme en Russie	25
3.2 La lutte contre le terrorisme	28
3.3 Nécessité d'une politique de défense européenne	30
Conclusion	33
Bibliographie	35
Table des matières	37